

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/la-charite-passe-aussi-par-le-respect-des-nations-et-des-peuples>

# La charité passe aussi par le respect des nations et des peuples

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2018

---

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

---

## La charité passe aussi par le respect des nations et des peuples

Les nations ont leur place dans le plan de Dieu. Bien des preuves nous en sont données à la lecture de la Bible, « Allez donc de toutes les nations faites des disciples, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit » (Matthieu 28-19 ; également (Luc, 24, 47). Preuves également par le fait que chaque nation, dans la théologie catholique, est placée sous la protection d'un ange gardien. Ainsi, l'ange du Portugal apparut aux petits pasteurs de Fatima ; ainsi c'est l'Archange saint Michel qui est le protecteur de la France : nous en avons des témoignages majeurs : apparition de saint Michel à l'évêque de Coutances lui demandant de construire une église sur le Mont qui deviendra le Mont-Saint-Michel ; apparition du même Archange saint Michel à Jeanne d'Arc ; la victoire sur l'Allemagne nationale-socialiste le 8 mai 1946, en la fête de l'Archange saint Michel, etc.

Or, la nation française et le peuple français sont aujourd'hui menacés dans leur existence même, par tous les moyens et par un travail de sape permanent émanant de nos propres gouvernants :

- ▶ appauvrissement programmé du peuple français, accablé d'impôts et de taxes de toutes sortes, bien sûr au nom des bons sentiments et de principes plus ou moins louables, la France étant devenue champion du monde des prélèvements obligatoires ; la situation est devenue telle que c'est le principe même du consentement à l'impôt qui se trouve à présent remis en cause. La légitimité de ces prélèvements obligatoires est d'autant plus contestée que l'on voit de plus en plus de pauvres, travailleurs et chômeurs, vivant en dessous du seuil reconnu comme seuil de pauvreté, de plus en plus de personnes n'arrivant plus à boucler leur budget, de plus en plus de jeunes en situation précaire, de plus en plus de SDF dans les rues des grandes villes et maintenant des villes moyennes.
- ▶ endettement non maîtrisé : les gouvernements successifs se révèlent incapables de maîtriser l'endettement de la nation et celui de l'Etat, en dépit de la hausse continue des prélèvements obligatoires.
- ▶ suppression des frontières externes, générant ce faisant une multiplication à l'infini des frontières internes, des murs et barrières de toutes sortes pour tenter de faire face à l'insécurité, qui, bien plus qu'un « sentiment », est devenu une réalité : il suffit de se référer aux statistiques disponibles pour mesurer les tristes évolutions en quelques décennies et même quelques années.
- ▶ communautarisation croissante entre communautés, faute de politique d'assimilation de la part des pouvoirs publics comme aussi de volonté de certaines populations immigrées de vouloir elles-mêmes s'intégrer à notre civilisation.
- ▶ dénigrement constant de la France et de son histoire bi-millénaire par nos gouvernants eux-mêmes,

avec notamment un refus d'enseigner l'histoire de France dans les écoles et lycées, en son intégralité et sa richesse

- ▶ obligation d'accueillir de plus en plus d'immigrés, requalifiés « migrants », sans que le peuple ait été jamais consulté sur cette politique, menée à grande échelle, en dépit d'un chômage de masse en France. Le général Desportes le disait récemment : « Si les portes sont grandes ouvertes, notre civilisation va disparaître. C'est une affaire d'années ».
- ▶ décisions en vue d'accorder aux immigrés de fraîche date des droits identiques à ceux des nationaux, sous la pression des juges, juges de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), de la Cour européenne des droits de l'homme notamment (dernier exemple en date : les réfugiés statutaires ne doivent pas percevoir moins de prestations sociales que les citoyens du pays d'accueil. Et cela indépendamment du fait que le réfugié ne possède qu'un droit de séjour temporaire. C'est ce qu'a décidé mercredi 21 novembre 2018 à Luxembourg la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Elle avait à se prononcer sur une affaire concernant l'Autriche. Mais le jugement est contraignant pour tous les États de l'UE. (AZ : C-713/17).
- ▶ dépossession du peuple Français de ses droits légitimes. Le peuple français se trouve ainsi dépossédé de tout rôle décisionnel, au profit d'un gouvernement des juges, juges non élus. Le peuple n'est plus du tout souverain. La souveraineté du peuple est une pure fiction. Les élections sont largement dans la main des grands médias, des juges et des puissances d'argent, comme l'a montré avec éclat l'élection présidentielle en France en 2017, avec l'élection de M. Macron.
- ▶ censure et auto-censure des médias et des citoyens sous le joug de lois répressives : ainsi, pour peu, il deviendra impossible de critiquer l'avortement, plus de 200 000 par an en France, ou encore l'immigration de masse, alors même que la France est de moins en moins en capacité d'accueillir dignement et de donner du travail à ces populations. Plusieurs ouvrages récents sont venus illustrer ce phénomène de totalitarisme rampant, mais bien réel.

Dans un tel contexte, le mouvement des « gilets jaunes », que les pouvoirs publics n'ont pas vu venir, s'explique pleinement. C'est une révolte, peut-être davantage, un réflexe de survie, un cri pour ne pas mourir, un sursaut aussi pour que vive la France.

La charité passe aussi par le respect des nations et des peuples.

Guy Barrey

Le peuple est-il en train de se lever contre la tyrannie des despotes éclairés ?

« Toute référence au passé, et en particulier à 1789, est peut-être excessive. Néanmoins, les ingrédients y sont. D'abord, une inégalité des traitements entre l'élite, des grandes écoles ou autres, qui accapare les pouvoirs politiques et économiques, et le reste de la population. Ensuite, les écarts grandissants entre les très riches, les pauvres encore plus pauvres et la classe moyenne laminée. Enfin, une fiscalité épuisante qui cache mal le mauvais usage qui est fait de l'impôt et qui, en fait, n'a pour objectif que de combler le tonneau des Danaïdes des déficits. Comme en 1789, une crise de la dette pourrait finir par tout emporter.

Car le mal est profond. Comment les citoyens ne se lèveraient-ils pas en masse alors que, depuis des lustres, la Cour des comptes, les journaux (satiriques ou pas), la presse dénoncent, tous les jours, des scandales de cour, où des jardiniers et des électriciens sont mieux payés que des élus, où des logements de fonction sont occupés par des courtisans, où voitures, chauffeurs, fonctionnaires, policiers, « conseillers »

d'on ne sait quoi sont affectés par centaines à des tâches qui n'ont rien d'indispensable. Bref, un scandale permanent connu de tous, sans qu'un début de réforme soit entrepris. Quand on y ajoute l'insécurité quotidienne et une immigration choquante : tout est en place pour le grand jour. La révolte gronde, la révolte du peuple contre son élite.

Mais que font nos dirigeants ? Sont-ils autistes ? Peut-être n'ont-ils pas la télé pour éviter la redevance ? Que nenni. Comme la noblesse de 1789, ils ne veulent rien lâcher. Ne sont-ils pas, grâce à leurs diplômes et leur réussite, les lumières dont le bas peuple manque ? Tels des berniques accrochées au rocher, ils temporisent, sûrs de leur légalité et de leur longévité. Ils sont même condescendants, car ils ont la boussole : nous garderons le cap. Quel cap ? on ne sait, sauf que ce n'est pas celui de Bonne Espérance.

Au fait, pourquoi vouloir garder le cap quand ce cap amène, à l'évidence, au naufrage ?

Avançons deux raisons. La première est que ce cap n'est pas facultatif. Il est celui donné par les sponsors de l'élection présidentielle. Les financiers, les banques, les multinationales sont vent debout contre un retour aux frontières, à tout frein à la libre circulation des personnes et des biens, et imposent le retour à l'équilibre budgétaire quel qu'en soit le coût pour le petit peuple.

La seconde est liée au système pseudo-démocratique appelé démocratie représentative. La démocratie à la française permet à l'élite de se maintenir au pouvoir quoi qu'il arrive. Car comment appeler démocratie un système qui siphonne les voix des uns pour les donner à d'autres (le système à deux tours) ? Comment appeler démocratie citoyenne un pays où la qualité de citoyen est donnée en masse à des résidents de fraîche date et qui ne connaissent ni nos us, ni nos coutumes, ni même notre langue ?

En réalité nos dirigeants sont des cyniques. Ils savent très bien que les Français, toujours prêts à sympathiser avec les manifestants, se lassent vite des débordements de la rue. Comme en 68, ils reprendront le dessus. Mais qu'ils fassent attention. Le discours enflammé et improvisé d'un avocat bègue conduisit à la prise de la Bastille et au renversement d'un régime millénaire. Les vagues, en s'enchaînant, peuvent provoquer des tsunamis. Les peuples pourraient se rebeller contre ces despotes soi-disant éclairés.

»

Bérenger de Montmuel (Source : Boulevard Voltaire)